

## "No au Deal du Siècle"

### Communiqué du Groupe "Palestine, État Séculier et Démocratique Unique"

<http://osds-movement.net/>

À travers le « Deal du siècle », l'administration américaine, Israël et les régimes arabes cherchent à porter un coup fatal à la question nationale palestinienne. Cette tentative de liquidation est devenue possible, non seulement grâce à la réunion de conditions régionales et internationales, mais aussi grâce à la présence d'autres conditions palestiniennes ; la plus importante, étant l'adoption d'une « solution » à « deux États ». Il ne s'agit là, en réalité, que d'une déviation de la part de l'OLP concernant ses objectifs fondateurs, à savoir la création d'un État Palestinien Séculier et Démocratique sur toute la Palestine historique.

En effet, le « Deal du siècle » est la continuation toute naturelle des sinistres « accords d'Oslo », ces supposés accords, qui n'ont jamais établi l'État « faussement promis » et qui n'ont jamais mis un terme à la colonisation de peuplement. En revanche, ces accords ont permis une chose : la continuation et le renforcement de la colonisation ; jamais autant de terres palestiniennes n'ont été confisquées et la ville de Jérusalem autant judaïsée, tout en expulsant ses habitants palestiniens par la force.

**Les accords d'Oslo ont, en revanche, entériné définitivement, au cours de ses presque 25 dernières années, les fondations du régime d'apartheid et la création de « bantoustans » palestiniens, séparés les uns des autres. Afin d'affronter efficacement le « Deal du siècle », il est aujourd'hui impératif de se débarrasser des illusions d'Oslo et sa « solution des deux États ».**

Ces illusions sont, en partie, responsables de l'accélération du projet colonial sioniste dans un confort inégalé. Une occupation qui est sans aucune conséquence économique pour l'occupant, qui plus est protégée par les forces de police de l'occupé grâce aux volets sécuritaires des accords d'Oslo.

Il s'agit, et il s'est toujours agi d'un apartheid et d'un nettoyage ethnique, intervenant dans l'impunité la plus totale, sous couvert de négociations interminables.

L'abandon de facto du droit de retour des réfugiés palestiniens dans la « solution des deux États » est également responsable d'une grave détérioration de l'unité du peuple palestinien. Le principe du retour est un élément essentiel de cette unité.

L'adoption de cette « solution » a conduit également à la reconnaissance réelle de la légitimité de l'existence d'Israël en tant qu'État exclusivement juif, sur 78% de la Palestine historique. Cette reconnaissance entraîne aussi de facto l'abandon du droit des réfugiés à rentrer chez eux, ainsi qu'à nier le caractère colonial raciste et ségrégationniste de l'État d'Israël. Quant au rétrécissement de la Palestine à 22% dans cette « solution », les Palestiniens, en dehors de ces territoires, ont été exclus de leur appartenance palestinienne.

**Ainsi, le programme de construction d'un « État palestinien », basé sur une solution à deux États, a surtout entraîné l'affaiblissement du discours palestinien revendiquant les droits historiques inaliénables des palestiniens sur leur terre. Dès lors, il s'agit, là, d'une reconnaissance implicite du récit sioniste. S'opposer à cet accord ne peut être efficace que si l'on se débarrasse, au préalable, des illusions de la solution à deux États ; cela impliquant l'abandon des vocabulaires trompeurs tels**

qu'« indépendance » et « occupation » car ils se réfèrent uniquement au sort politique des territoires palestiniens occupés après la guerre de juin 1967.

L'indépendance, selon les accords d'Oslo, représente avant tout l'indépendance « d'un État fantoche » qui ne va pas au-delà de la réalité d'une entité auto-administrée, sans les moindres attributs de souveraineté. Quant à l'accent mis sur l'occupation après la guerre de juin 1967, il s'agit essentiellement de faire fi de la réalité coloniale du projet sioniste, initié au début du 20<sup>e</sup> siècle, et dont la violence s'est exprimée au moment de l'exil massif des palestiniens à la suite de la Nakba en 1948, précédant la création de l'État d'Israël. Ce colonialisme de peuplement s'est poursuivi pendant la guerre de juin 1967.

**La lutte nationale palestinienne pour la liberté et pour l'auto-détermination est un combat contre le projet colonial sioniste sur l'ensemble de la Palestine. Une lutte pour désarmer le colonialisme sioniste, étape vers la construction d'un État de citoyenneté, démocratique et laïque sur la terre de la Palestine historique.**

Dans les Accords d'Oslo, le renoncement de 78% de la terre de la Palestine historique représente le prélude de la demande formulée dans le Deal du Siècle : les palestiniens doivent désormais renoncer à 88% de la Palestine historique. En effet, l'Administration-État [l'Autorité palestinienne], sous-occupation, créée par Oslo, était censée gouverner un Bantoustan élargi sur 22% de la Palestine, tandis que le Deal du Siècle propose, aujourd'hui, un soi-disant État composé de plusieurs Bantoustans séparés, sur 12% de la Palestine historique.

- **Nous appelons les amis de la Palestine en France à renoncer aux slogans d'une « solution à deux États » et à toutes ses annexes et ses vocabulaires car la réalisation des droits légitimes du peuple palestinien nécessite de redéfinir les termes de la lutte contre le projet sioniste colonial dans son ensemble. Au-delà du caractère mort-né du projet chimérique à deux États, il est urgent de se mobiliser : refuser le Deal du Siècle doit passer par le rejet des « Accord d'Oslo », fruits de la vision impérialiste israélo-américaine. Sans les Accords d'Oslo, le Deal du Siècle n'aurait jamais eu à exister.**
- **Luttons ensemble pour refuser le « Deal du Siècle » et tous les plans colonialistes et sionistes qui veulent liquider la Palestine ;**
- **Luttons pour le retour de tous les réfugiés palestiniens et pour la restitution de leurs biens pillés depuis 1948 ;**
- **Luttons contre la politique d'apartheid sioniste, le nettoyage ethnique et la colonisation de peuplement sioniste ;**
- **Luttons pour la Palestine, un seul État séculier et démocratique, un État de citoyenneté et d'égalité. Un État d'impartialité, de neutralité à l'égard des toutes les confessions religieuses.**

***Groupe "Palestine, État Séculier et Démocratique Unique"***

<http://osds-movement.net/>